

DIGNITYLAND

Un jeu pour faire connaître aux jeunes
les droits sociaux par l'éducation aux droits de l'homme



DIGNITYLAND

Un jeu pour faire connaître aux jeunes
les droits sociaux par l'éducation aux droits de l'homme

Profil du pays

Dignityland est le pays des nuages roses. Cette démocratie parlementaire, fondée dans la première moitié du XXe siècle, compte 48 millions d'habitants. La langue officielle est le "diglang", parlé par 87% de la population ; 29% des habitants parlent le "humlang", et 16% d'entre eux sont bilingues. Le principal secteur d'exportation est le secteur textile. Environ 27 % des habitants sont "officiellement considérés comme pauvres", tandis que les propriétaires des trois plus grandes entreprises nationales comptent parmi les cent personnes les plus riches du monde. Le taux de mortalité infantile est de 4‰, et l'espérance de vie est de 68 ans, sachant que 20% de la population est âgée de moins de 30 ans et que l'âge moyen progresse rapidement. Quant au taux d'alphabétisation, il s'élève à 88%. D'après les chiffres officiels, le taux de chômage est de 16% ; chez les jeunes, il atteint les 30%.

En raison des changements rapides que connaît la société, de la mondialisation et du processus d'intégration européenne, Dignityland rencontre des difficultés pour assurer une croissance économique durable tout en maintenant son système de sécurité sociale. Pour relever ce défi en recueillant le plus large consensus social et politique possible, un grand processus de consultation a été lancé auprès des organisations de la société civile. Celui-ci a mis en évidence une détermination commune à préserver sept droits sociaux et, le cas échéant, à les renforcer. Toutefois, le pays dispose de ressources limitées pour ce faire. Aussi, parmi les politiques identifiées pour développer chacun de ces sept droits, une seule pourra être mise en œuvre dans les cinq prochaines années (et, dans la plupart des cas, pas la politique la plus chère). Des cartes correspondant aux différentes politiques possibles ont été élaborées par la Commission des affaires sociales du Parlement, auquel il revient de prendre la décision finale.



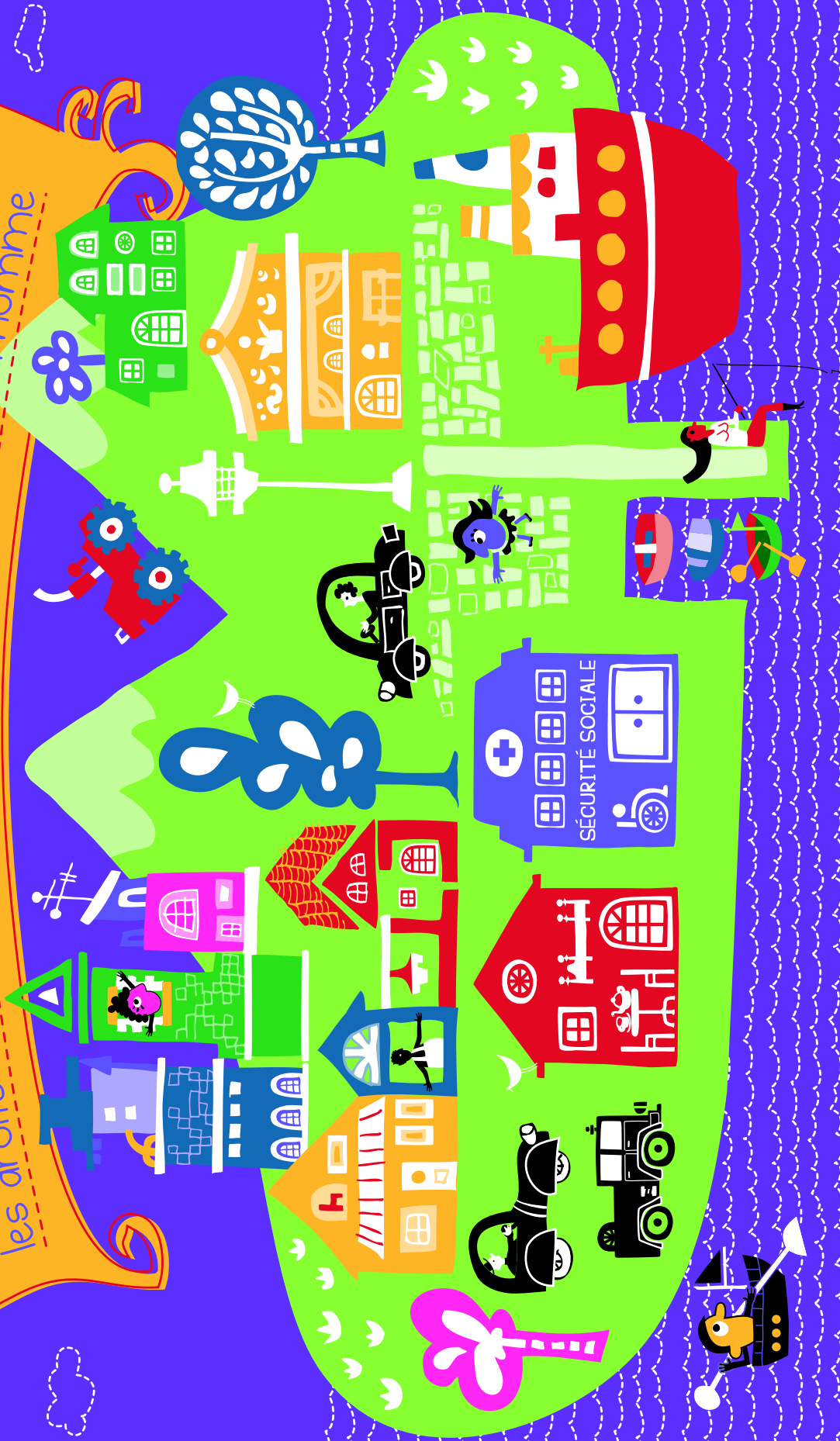
COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

DIGNITYLAND

Un jeu pour faire connaître aux jeunes
les droits sociaux par l'éducation aux droits de l'homme



DIGNITYLAND

Un jeu pour faire connaître aux jeunes
les droits sociaux par l'éducation aux droits de l'homme

Profil du pays

Dignityland est le pays des nuages roses. Cette démocratie parlementaire, fondée dans la première moitié du XXe siècle, compte 48 millions d'habitants. La langue officielle est le "diglang", parlé par 87% de la population ; 29% des habitants parlent le "humlang", et 16% d'entre eux sont bilingues. Le principal secteur d'exportation est le secteur textile. Environ 27 % des habitants sont "officiellement considérés comme pauvres", tandis que les propriétaires des trois plus grandes entreprises nationales comptent parmi les cent personnes les plus riches du monde. Le taux de mortalité infantile est de 4‰, et l'espérance de vie est de 68 ans, sachant que 20% de la population est âgée de moins de 30 ans et que l'âge moyen progresse rapidement. Quant au taux d'alphabétisation, il s'élève à 88%. D'après les chiffres officiels, le taux de chômage est de 16% ; chez les jeunes, il atteint les 30%.

En raison des changements rapides que connaît la société, de la mondialisation et du processus d'intégration européenne, Dignityland rencontre des difficultés pour assurer une croissance économique durable tout en maintenant son système de sécurité sociale. Pour relever ce défi en recueillant le plus large consensus social et politique possible, un grand processus de consultation a été lancé auprès des organisations de la société civile. Celui-ci a mis en évidence une détermination commune à préserver sept droits sociaux et, le cas échéant, à les renforcer. Toutefois, le pays dispose de ressources limitées pour ce faire. Aussi, parmi les politiques identifiées pour développer chacun de ces sept droits, une seule pourra être mise en œuvre dans les cinq prochaines années (et, dans la plupart des cas, pas la politique la plus chère). Des cartes correspondant aux différentes politiques possibles ont été élaborées par la Commission des affaires sociales du Parlement, auquel il revient de prendre la décision finale.



COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

DIGNITYLAND

Un jeu pour faire connaître aux jeunes
les droits sociaux par l'éducation aux droits de l'homme

Profil du pays

Dignityland est le pays des nuages roses. Cette démocratie parlementaire, fondée dans la première moitié du XXe siècle, compte 48 millions d'habitants. La langue officielle est le "diglang", parlé par 87% de la population ; 29% des habitants parlent le "humlang", et 16% d'entre eux sont bilingues. Le principal secteur d'exportation est le secteur textile. Environ 27 % des habitants sont "officiellement considérés comme pauvres", tandis que les propriétaires des trois plus grandes entreprises nationales comptent parmi les cent personnes les plus riches du monde. Le taux de mortalité infantile est de 4‰, et l'espérance de vie est de 68 ans, sachant que 20% de la population est âgée de moins de 30 ans et que l'âge moyen progresse rapidement. Quant au taux d'alphabétisation, il s'élève à 88%. D'après les chiffres officiels, le taux de chômage est de 16% ; chez les jeunes, il atteint les 30%.

En raison des changements rapides que connaît la société, de la mondialisation et du processus d'intégration européenne, Dignityland rencontre des difficultés pour assurer une croissance économique durable tout en maintenant son système de sécurité sociale. Pour relever ce défi en recueillant le plus large consensus social et politique possible, un grand processus de consultation a été lancé auprès des organisations de la société civile. Celui-ci a mis en évidence une détermination commune à préserver sept droits sociaux et, le cas échéant, à les renforcer. Toutefois, le pays dispose de ressources limitées pour ce faire. Aussi, parmi les politiques identifiées pour développer chacun de ces sept droits, une seule pourra être mise en œuvre dans les cinq prochaines années (et, dans la plupart des cas, pas la politique la plus chère). Des cartes correspondant aux différentes politiques possibles ont été élaborées par la Commission des affaires sociales du Parlement, auquel il revient de prendre la décision finale.



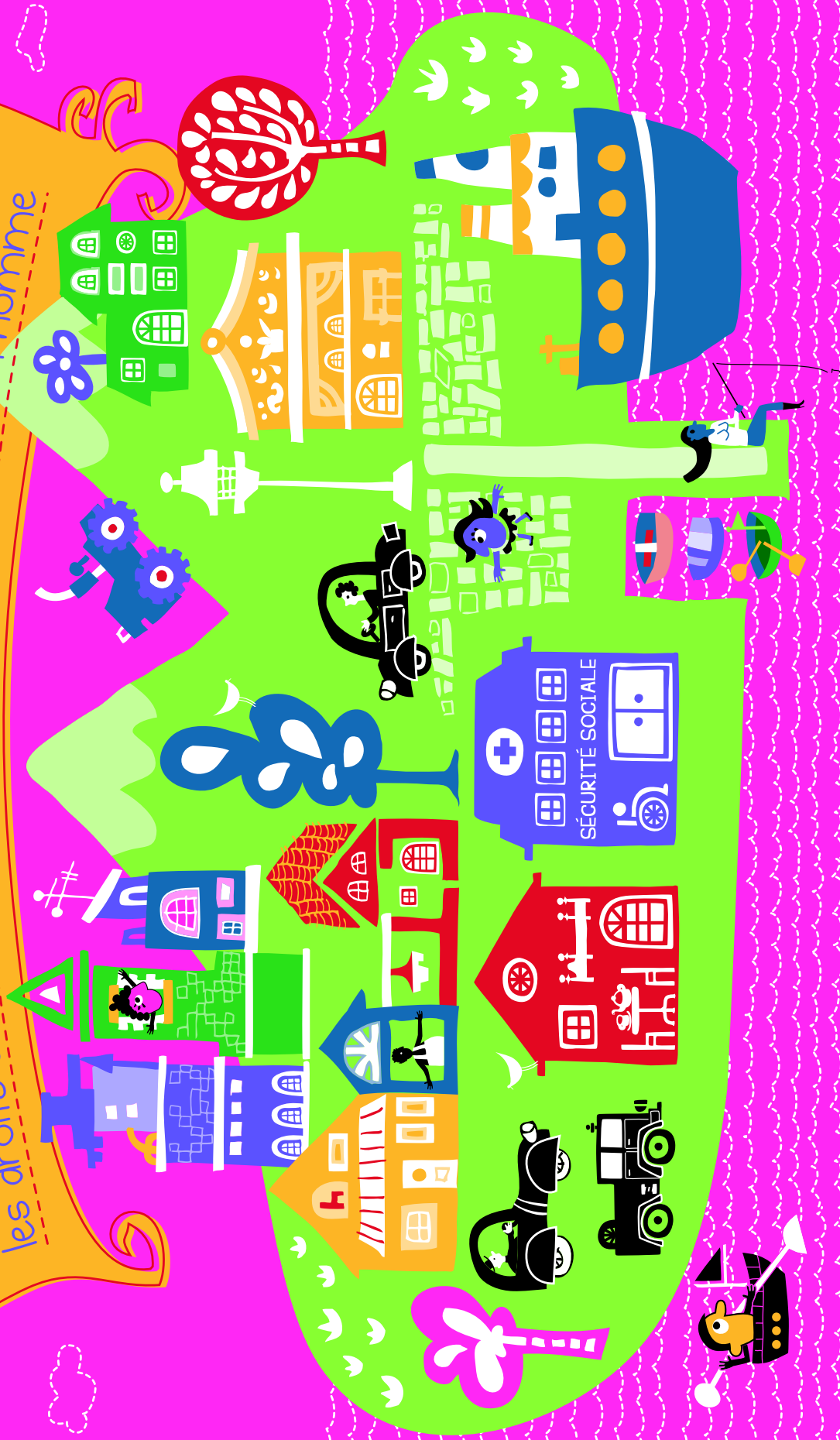
COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

DIGNITYLAND

Un jeu pour faire connaître aux jeunes
les droits sociaux par l'éducation aux droits de l'homme



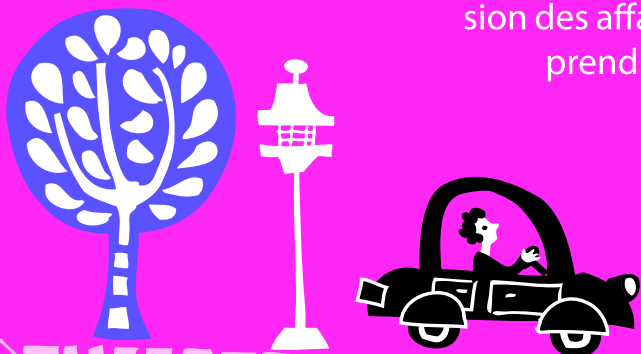
DIGNITYLAND

Un jeu pour faire connaître aux jeunes
les droits sociaux par l'éducation aux droits de l'homme

Profil du pays

Dignityland est le pays des nuages roses. Cette démocratie parlementaire, fondée dans la première moitié du XXe siècle, compte 48 millions d'habitants. La langue officielle est le "diglang", parlé par 87% de la population ; 29% des habitants parlent le "humlang", et 16% d'entre eux sont bilingues. Le principal secteur d'exportation est le secteur textile. Environ 27 % des habitants sont "officiellement considérés comme pauvres", tandis que les propriétaires des trois plus grandes entreprises nationales comptent parmi les cent personnes les plus riches du monde. Le taux de mortalité infantile est de 4‰, et l'espérance de vie est de 68 ans, sachant que 20% de la population est âgée de moins de 30 ans et que l'âge moyen progresse rapidement. Quant au taux d'alphabétisation, il s'élève à 88%. D'après les chiffres officiels, le taux de chômage est de 16% ; chez les jeunes, il atteint les 30%.

En raison des changements rapides que connaît la société, de la mondialisation et du processus d'intégration européenne, Dignityland rencontre des difficultés pour assurer une croissance économique durable tout en maintenant son système de sécurité sociale. Pour relever ce défi en recueillant le plus large consensus social et politique possible, un grand processus de consultation a été lancé auprès des organisations de la société civile. Celui-ci a mis en évidence une détermination commune à préserver sept droits sociaux et, le cas échéant, à les renforcer. Toutefois, le pays dispose de ressources limitées pour ce faire. Aussi, parmi les politiques identifiées pour développer chacun de ces sept droits, une seule pourra être mise en œuvre dans les cinq prochaines années (et, dans la plupart des cas, pas la politique la plus chère). Des cartes correspondant aux différentes politiques possibles ont été élaborées par la Commission des affaires sociales du Parlement, auquel il revient de prendre la décision finale.



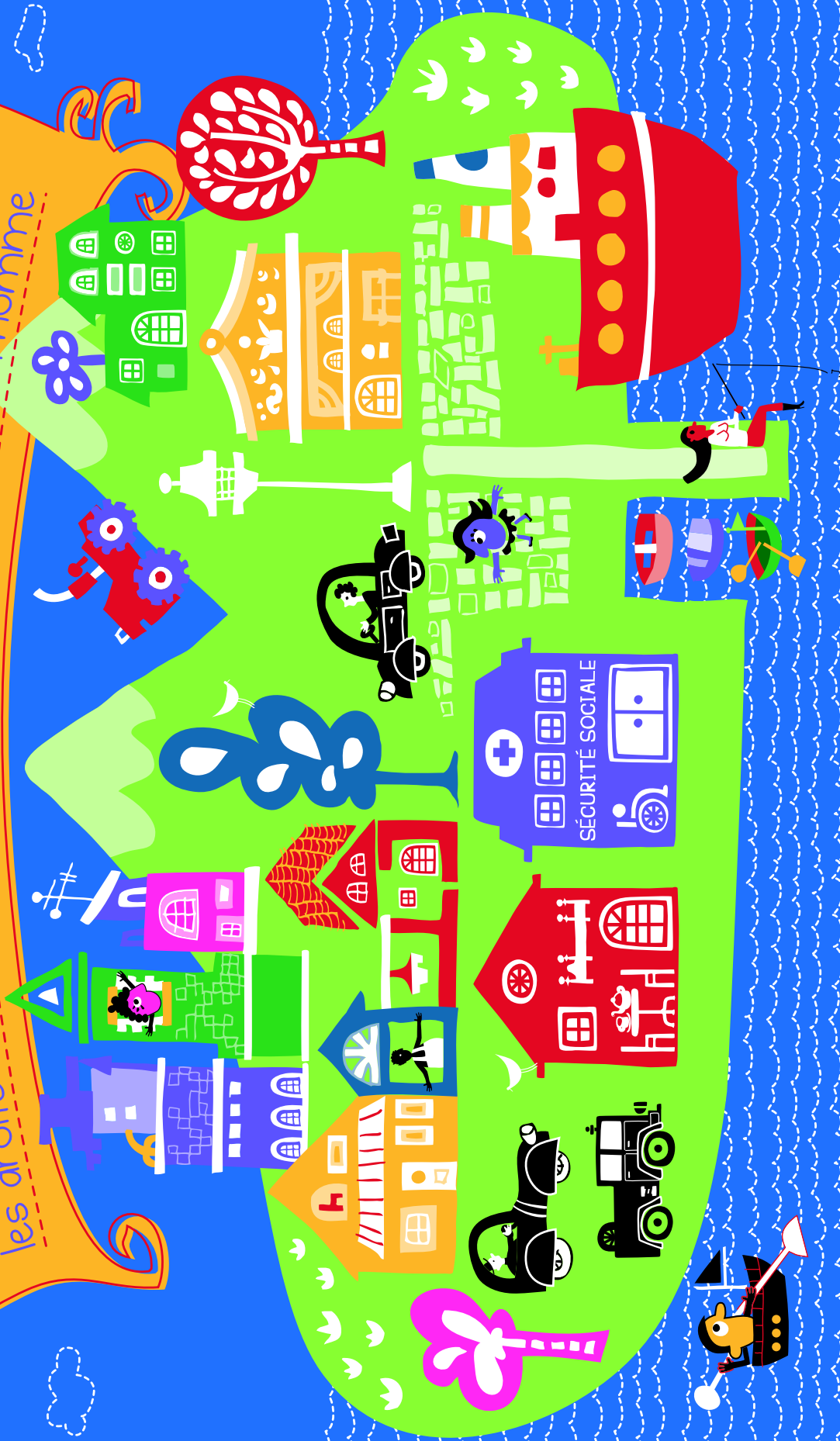
COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

DIGNITYLAND

Un jeu pour faire connaître aux jeunes
les droits sociaux par l'éducation aux droits de l'homme



DIGNITYLAND

Un jeu pour faire connaître aux jeunes
les droits sociaux par l'éducation aux droits de l'homme

Profil du pays

Dignityland est le pays des nuages roses. Cette démocratie parlementaire, fondée dans la première moitié du XXe siècle, compte 48 millions d'habitants. La langue officielle est le "diglang", parlé par 87% de la population ; 29% des habitants parlent le "humlang", et 16% d'entre eux sont bilingues. Le principal secteur d'exportation est le secteur textile. Environ 27 % des habitants sont "officiellement considérés comme pauvres", tandis que les propriétaires des trois plus grandes entreprises nationales comptent parmi les cent personnes les plus riches du monde. Le taux de mortalité infantile est de 4‰, et l'espérance de vie est de 68 ans, sachant que 20% de la population est âgée de moins de 30 ans et que l'âge moyen progresse rapidement. Quant au taux d'alphabétisation, il s'élève à 88%. D'après les chiffres officiels, le taux de chômage est de 16% ; chez les jeunes, il atteint les 30%.

En raison des changements rapides que connaît la société, de la mondialisation et du processus d'intégration européenne, Dignityland rencontre des difficultés pour assurer une croissance économique durable tout en maintenant son système de sécurité sociale. Pour relever ce défi en recueillant le plus large consensus social et politique possible, un grand processus de consultation a été lancé auprès des organisations de la société civile. Celui-ci a mis en évidence une détermination commune à préserver sept droits sociaux et, le cas échéant, à les renforcer. Toutefois, le pays dispose de ressources limitées pour ce faire. Aussi, parmi les politiques identifiées pour développer chacun de ces sept droits, une seule pourra être mise en œuvre dans les cinq prochaines années (et, dans la plupart des cas, pas la politique la plus chère). Des cartes correspondant aux différentes politiques possibles ont été élaborées par la Commission des affaires sociales du Parlement, auquel il revient de prendre la décision finale.



COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

→enter!



DROIT AU LOGEMENT

AIDE AU LOGEMENT
POUR LES JEUNES



Cette mesure favoriserait leur
émancipation et leur autonomisation.



Les propriétaires pourraient saisir
ce prétexte pour augmenter les
loyers.



DROIT AU LOGEMENT

DES LOGEMENTS SOCIAUX
POUR TOUS CEUX
QUI ONT DE FAIBLES REVENUS



Tout le monde a besoin de vivre
dans des conditions humaines
décentes.



Ah ah, bonne idée! Mais comment
allez-vous financer cela?

→enter!



DROIT AU LOGEMENT

DES REFUGES APPROPRIÉS
POUR LES SANS-ABRI
(en coopération avec des ONG)



Ces personnes n'auront plus à vivre dans la rue, dans des conditions qui portent atteinte à la dignité humaine.



Il est difficile de répondre aux besoins individuels de chacun, et certaines personnes pourraient profiter du système.

→enter!



DROIT À LA LIBERTÉ D'ASSOCIATION

ELIMINATION DES OBSTACLES
À LA CRÉATION D'ORGANISATIONS
DE LA SOCIÉTÉ CIVILE
(nombre de membres, frais, limite
d'âge, procédures complexes, etc.)



Une société civile plus active et un
renforcement de la démocratie.



Le manque d'obligation de rendre
des comptes et l'affaiblissement des
normes relatives à la société civile.

→enter!



DROIT À LA LIBERTÉ D'ASSOCIATION

SUIVI DES ORGANISATIONS
DE LA SOCIÉTÉ CIVILE POUR
GARANTIR LA SÉCURITÉ NATIONALE



Prévention de l'extrémisme et du
terrorisme.



Qui décidera, et sur quelle base, de
ce qui constitue une menace pour la
sécurité nationale?

→enter!



DROIT À LA LIBERTÉ D'ASSOCIATION

SOUTIEN FINANCIER AUX ONG DE
JEUNESSE DONT LE TRAVAIL
AMÉLIORE LA SITUATION DES
DROITS SOCIAUX

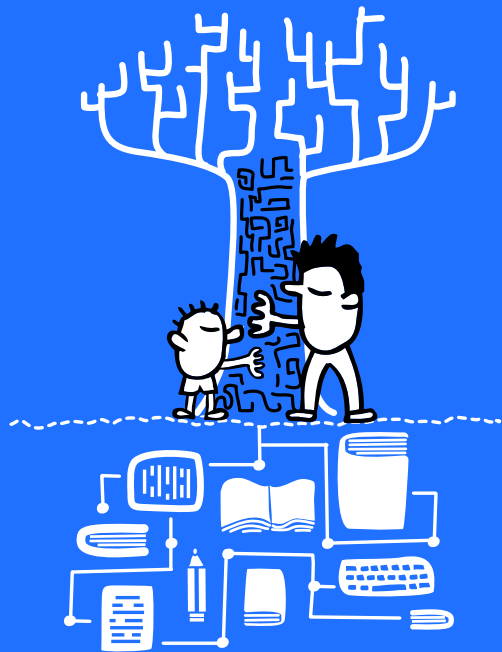


Les droits sociaux sont encore
largement méconnus, et trop
souvent bafoués.



C'est de la discrimination! Pourquoi
ne pas soutenir les organisations de
protection des droits des animaux?

→enter!



DROIT À L'ÉDUCATION

UN ACCÈS UNIVERSEL ET GRATUIT
À L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE
ET SECONDAIRE



Eradication de l'illettrisme ; une
société plus éduquée.



L'enseignement primaire, très bien!
Mais tout le monde n'a pas besoin
d'enseignement secondaire!

→enter!



DROIT À L'ÉDUCATION

L'EXCELLENCE DANS L'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR, EN PARTENARIAT
AVEC LE SECTEUR PRIVÉ



Spécialisation et adaptation aux
besoins du marché.



Idée élitiste. On se fiche de l'excellence ! Ce qu'il faut, c'est instaurer la gratuité de l'enseignement supérieur pour tous.

→enter!



DROIT À L'ÉDUCATION

UN ENSEIGNEMENT DISPENSÉ
DANS LA LANGUE MATERNELLE
DES APPRENANTS

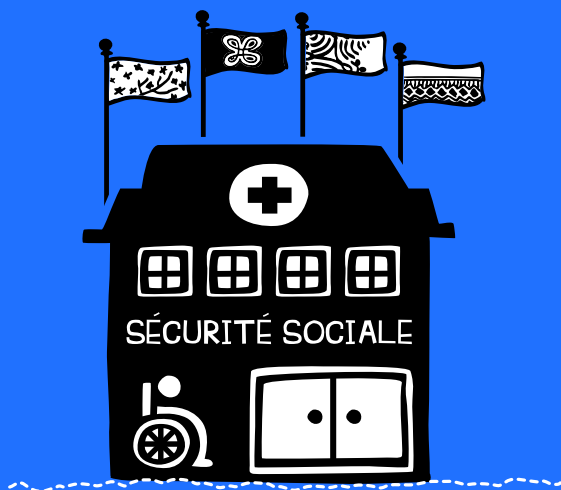


Amélioration de l'accès à l'information pour tous.



Trop de langues, et pas suffisamment de ressources.

→enter!



DROIT À LA SÉCURITÉ ET À L'AIDE SOCIALES

ÉGALITÉ DE TRAITEMENT ENTRE
LES RESSORTISSANTS NATIONAUX
ET LES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS
EN CE QUI CONCERNE LES DROITS
À LA SÉCURITÉ SOCIALE



Les étrangers paient des impôts et
contribuent à la sécurité sociale
comme tout le monde.



Certains d'entre eux risquent de
retourner dans leur pays d'origine,
et les dépenses pourraient
alors devenir
exponentielles.



→enter!



DROIT À LA SÉCURITÉ ET À L'AIDE SOCIALES

VERSEMENT SYSTÉMATIQUE
D'UNE RETRAITE À TOUS CEUX
QUI ONT ATTEINT UN CERTAIN ÂGE,
QUELS QUE SOIENT LEUR PASSÉ
PROFESSIONNEL OU LEURS
RESSOURCES



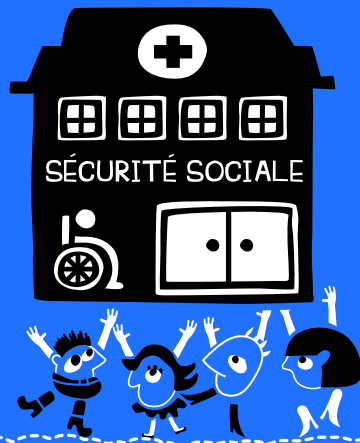
Cette mesure garantirait la dignité
de toutes les personnes âgées et la
protection contre la pauvreté.



Elle serait trop onéreuse ; cette aide
devrait être réservée aux
personnes dont les
revenus sont insuffisants.



→enter!



DROIT À LA SÉCURITÉ ET À L'AIDE SOCIALES

ABAISSEMENT DU MONTANT DES
COTISATIONS SOCIALES POUR LES
JEUNES ENTREPRENEURS

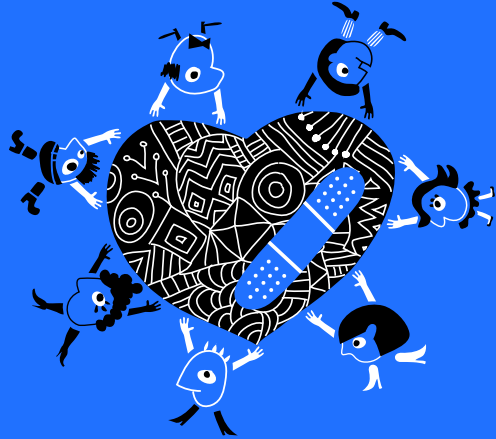


Cette mesure favoriserait l'emploi et renforcerait le rôle social des jeunes.



Les cotisations des jeunes sont nécessaires pour financer les pensions des retraités.

→enter!



DROIT À LA SANTÉ

UNE COUVERTURE SANTÉ
UNIVERSELLE

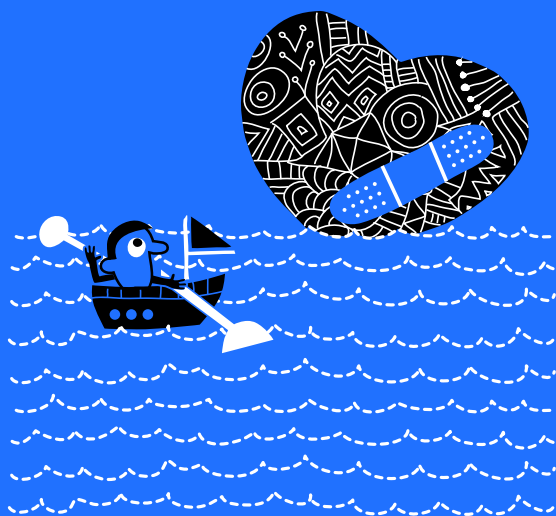


Sans la santé on ne peut pas faire grand chose!



Le système de santé publique a des limites. La santé, c'est aussi la responsabilité de chacun.

→enter!



DROIT À LA SANTÉ

UNE COUVERTURE SANTÉ
COMPLÈTE SEULEMENT
POUR CEUX QUI N'ONT PAS LES
MOYENS DE PAYER



Une meilleure utilisation des ressources publiques car ceux qui en ont les moyens devraient payer.



Certaines personnes qui ne sont pas éligibles à la gratuité des soins de santé n'auraient pas les moyens de financer des traitements onéreux ou de longue durée.

→enter!



DROIT À LA SANTÉ

UNE COUVERTURE SANTÉ
COMPLÈTE POUR TOUS
LES TRAVAILLEURS



Ceci peut inciter les gens à travailler.



Comment cela se passera-t-il pour
ceux qui ne travaillent pas?



DROIT À LA PROTECTION CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE

SYSTÈME GÉNÉRAL
D'ALLOCATIONS POUR
TOUS / REVENU MINIMUM
GARANTI POUR TOUS



Garantie d'un revenu minimum
pour tous.



Mesure coûteuse ; risques d'abus.
Cela peut encourager certaines
personnes à ne pas
rechercher d'emploi.



DROIT À LA PROTECTION CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE

VERSEMENT D'ALLOCATIONS
POUR LA NOURRITURE ET
LE CHAUFFAGE AUX PERSONNES
QUI ONT DES REVENUS LIMITÉS



Garantie d'une protection minimale
contre la pauvreté.



Mais serais-ce suffisant pour assurer
une bonne protection contre la
pauvreté?



DROIT À LA PROTECTION CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE

VERSEMENT DE CERTAINES
PRESTATIONS EN ESPÈCES
(LES ALLOCATIONS FAMILIALES,
PAR EXEMPLE), INDÉPENDAMMENT
DES RESSOURCES

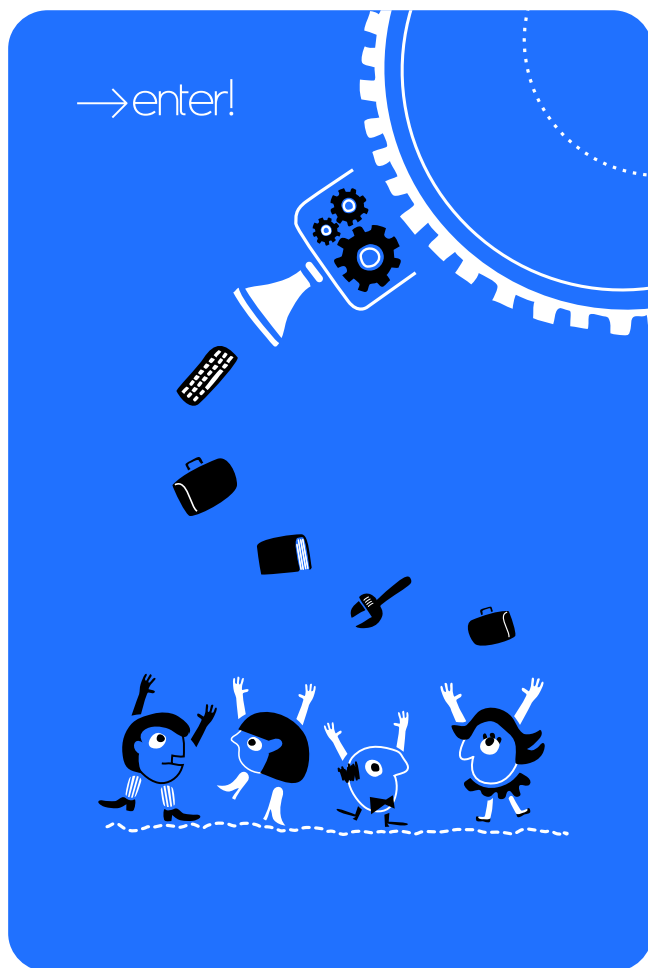


Cette mesure garantirait que
personne ne passe entre les mailles
du filet, ni ne soit exclu.



Elle ne permettrait pas une utilisation
efficace des ressources ; ce
type d'allocations devrait
être réservé à ceux qui
ont de faibles moyens.





DROIT AU TRAVAIL

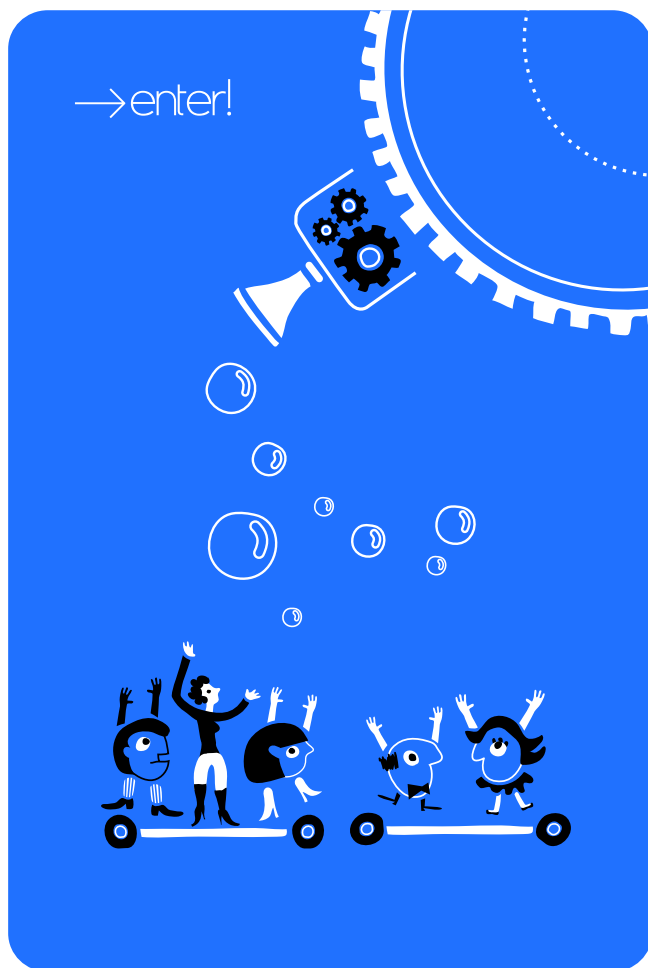
MISE EN PLACE DE MESURES
D'ACCOMPAGNEMENT
PROFESSIONNEL, DE FORMATION
ET DE PROGRAMMES DE
RÉINSERTION PROFESSIONNELLE
APPROPRIÉS



Cette mesure favoriserait l'emploi.



Il est impossible de répondre à une telle diversité de besoins et de situations.



DROIT AU TRAVAIL

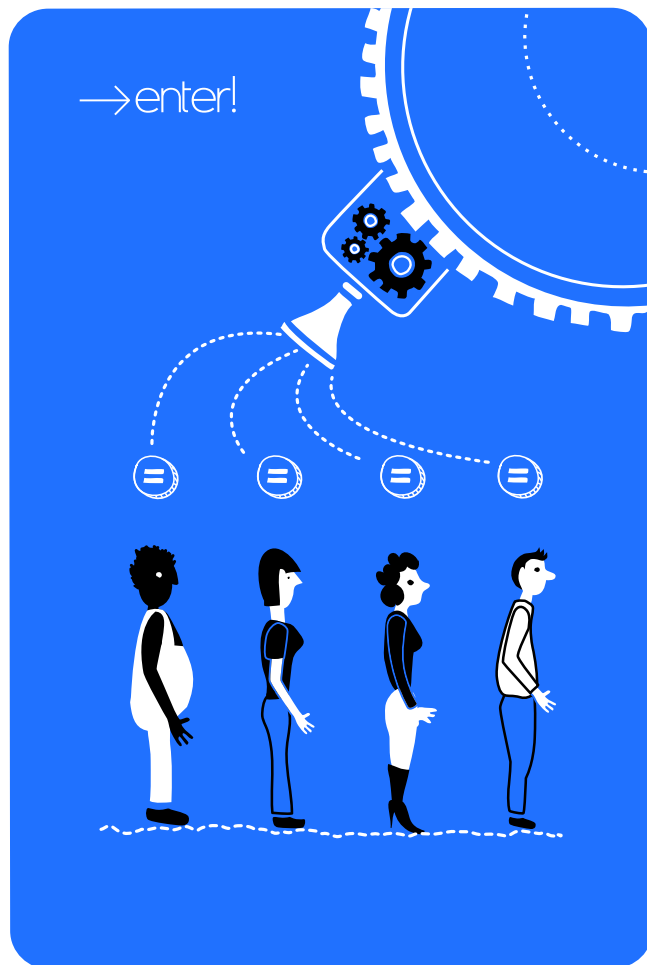
MESURES SPÉCIFIQUES
(réductions d'impôts ou instauration de quotas, par exemple) POUR
L'EMPLOI DE CERTAINES CATÉGORIES DE PERSONNES (personnes
handicapées, chômeurs de
longue durée, etc.)



Sinon, risque d'exclusion du marché du travail.



Stigmatisation de ces groupes et renforcement de leur dépendance.



DROIT AU TRAVAIL

A TRAVAIL ÉQUIVALENT, SALAIRE
ÉQUIVALENT, INDÉPENDAMMENT
DE L'ÂGE ET DU SEXE DES
PERSONNES CONCERNÉES



Il s'agit là de la mise en œuvre
concrète du principe d'égalité.



L'expérience compte. Les emplois
faiblement rémunérés peuvent
aider les jeunes à accéder à leur
premier emploi.

→enter!



DROIT AU LOGEMENT

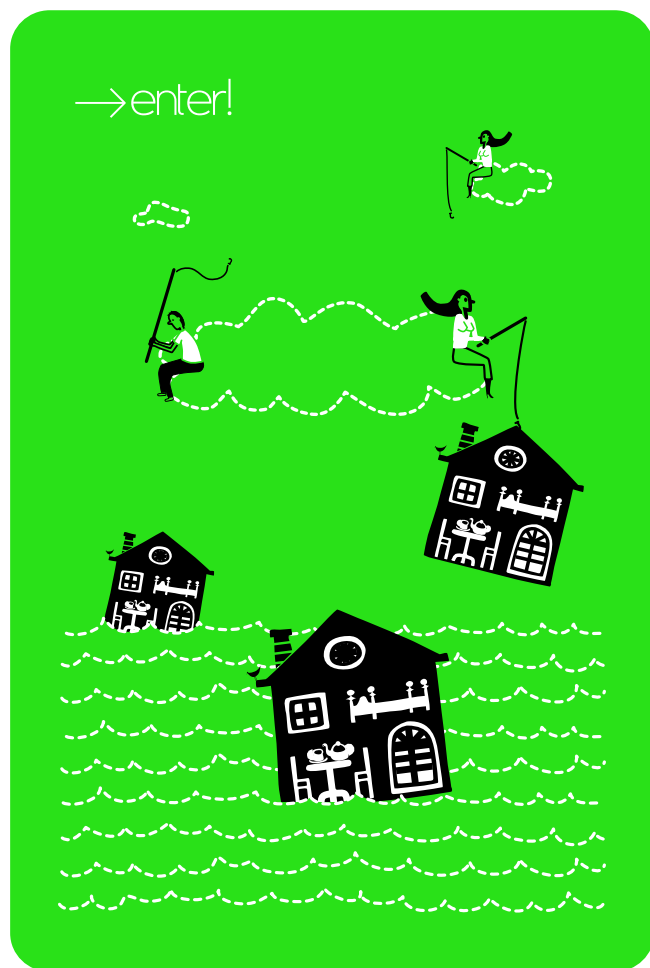
AIDE AU LOGEMENT
POUR LES JEUNES



Cette mesure favoriserait leur
émancipation et leur autonomisation.



Les propriétaires pourraient saisir
ce prétexte pour augmenter les
loyers.



DROIT AU LOGEMENT

DES LOGEMENTS SOCIAUX
POUR TOUS CEUX
QUI ONT DE FAIBLES REVENUS



Tout le monde a besoin de vivre
dans des conditions humaines
décentes.



Ah ah, bonne idée! Mais comment
allez-vous financer cela?

→enter!



DROIT AU LOGEMENT

DES REFUGES APPROPRIÉS
POUR LES SANS-ABRI
(en coopération avec des ONG)



Ces personnes n'auront plus à vivre dans la rue, dans des conditions qui portent atteinte à la dignité humaine.



Il est difficile de répondre aux besoins individuels de chacun, et certaines personnes pourraient profiter du système.

→enter!



DROIT À LA LIBERTÉ D'ASSOCIATION

ELIMINATION DES OBSTACLES
À LA CRÉATION D'ORGANISATIONS
DE LA SOCIÉTÉ CIVILE
(nombre de membres, frais, limite
d'âge, procédures complexes, etc.)



Une société civile plus active et un
renforcement de la démocratie.



Le manque d'obligation de rendre
des comptes et l'affaiblissement des
normes relatives à la société civile.

→enter!



DROIT À LA LIBERTÉ D'ASSOCIATION

SUIVI DES ORGANISATIONS
DE LA SOCIÉTÉ CIVILE POUR
GARANTIR LA SÉCURITÉ NATIONALE



Prévention de l'extrémisme et du
terrorisme.



Qui décidera, et sur quelle base, de
ce qui constitue une menace pour la
sécurité nationale?

→enter!



DROIT À LA LIBERTÉ D'ASSOCIATION

SOUTIEN FINANCIER AUX ONG DE
JEUNESSE DONT LE TRAVAIL
AMÉLIORE LA SITUATION DES
DROITS SOCIAUX

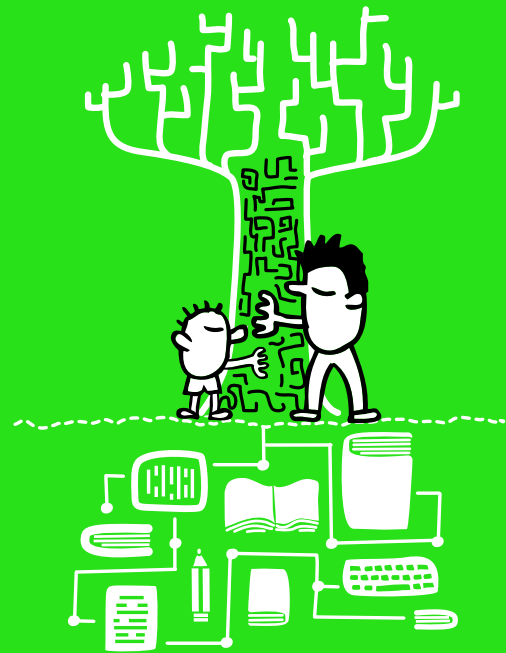


Les droits sociaux sont encore
largement méconnus, et trop
souvent bafoués.



C'est de la discrimination! Pourquoi
ne pas soutenir les organisations de
protection des droits des animaux?

→enter!



DROIT À L'ÉDUCATION

UN ACCÈS UNIVERSEL ET GRATUIT
À L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE
ET SECONDAIRE



Eradication de l'illettrisme ; une
société plus éduquée.



L'enseignement primaire, très bien!
Mais tout le monde n'a pas besoin
d'enseignement secondaire!

→enter!



DROIT À L'ÉDUCATION

L'EXCELLENCE DANS L'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR, EN PARTENARIAT
AVEC LE SECTEUR PRIVÉ



Spécialisation et adaptation aux
besoins du marché.



Idée élitiste. On se fiche de l'excellence ! Ce qu'il faut, c'est instaurer la gratuité de l'enseignement supérieur pour tous.

→enter!



DROIT À L'ÉDUCATION

UN ENSEIGNEMENT DISPENSÉ
DANS LA LANGUE MATERNELLE
DES APPRENANTS

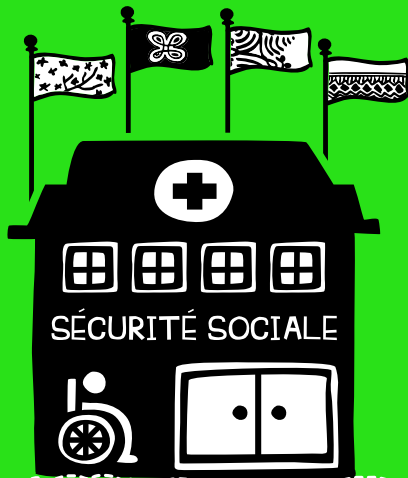


Amélioration de l'accès à l'information pour tous.



Trop de langues, et pas suffisamment de ressources.

→enter!



DROIT À LA SÉCURITÉ ET À L'AIDE SOCIALES

ÉGALITÉ DE TRAITEMENT ENTRE
LES RESSORTISSANTS NATIONAUX
ET LES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS
EN CE QUI CONCERNE LES DROITS
À LA SÉCURITÉ SOCIALE



Les étrangers paient des impôts et
contribuent à la sécurité sociale
comme tout le monde.



Certains d'entre eux risquent de
retourner dans leur pays d'origine,
et les dépenses pourraient
alors devenir
exponentielles.



→enter!



DROIT À LA SÉCURITÉ ET À L'AIDE SOCIALES

VERSEMENT SYSTÉMATIQUE
D'UNE RETRAITE À TOUS CEUX
QUI ONT ATTEINT UN CERTAIN ÂGE,
QUELS QUE SOIENT LEUR PASSÉ
PROFESSIONNEL OU LEURS
RESSOURCES



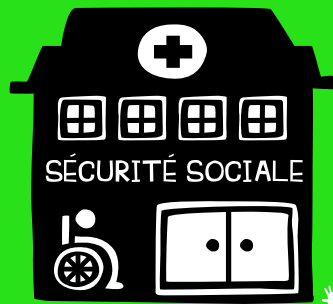
Cette mesure garantirait la dignité
de toutes les personnes âgées et la
protection contre la pauvreté.



Elle serait trop onéreuse ; cette aide
devrait être réservée aux
personnes dont les
revenus sont insuffisants.



→enter!



DROIT À LA SÉCURITÉ ET À L'AIDE SOCIALES

ABAISSEMENT DU MONTANT DES
COTISATIONS SOCIALES POUR LES
JEUNES ENTREPRENEURS



Cette mesure favoriserait l'emploi et
renforcerait le rôle social des jeunes.



Les cotisations des jeunes sont
nécessaires pour financer les
pensions des retraités.

→enter!



DROIT À LA SANTÉ

UNE COUVERTURE SANTÉ
UNIVERSELLE

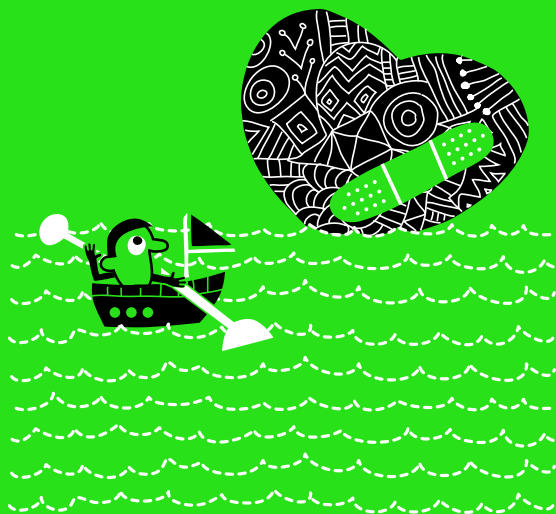


Sans la santé on ne peut pas faire grand chose!



Le système de santé publique a des limites. La santé, c'est aussi la responsabilité de chacun.

→enter!



DROIT À LA SANTÉ

UNE COUVERTURE SANTÉ
COMPLÈTE SEULEMENT
POUR CEUX QUI N'ONT PAS LES
MOYENS DE PAYER



Une meilleure utilisation des ressources publiques car ceux qui en ont les moyens devraient payer.



Certaines personnes qui ne sont pas éligibles à la gratuité des soins de santé n'auraient pas les moyens de financer des traitements onéreux ou de longue durée.



→enter!



DROIT À LA SANTÉ

UNE COUVERTURE SANTÉ
COMPLÈTE POUR TOUS
LES TRAVAILLEURS



Ceci peut inciter les gens à travailler.



Comment cela se passera-t-il pour
ceux qui ne travaillent pas?



DROIT À LA PROTECTION CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE

SYSTÈME GÉNÉRAL
D'ALLOCATIONS POUR
TOUS / REVENU MINIMUM
GARANTI POUR TOUS



Garantie d'un revenu minimum
pour tous.



Mesure coûteuse ; risques d'abus.
Cela peut encourager certaines
personnes à ne pas
rechercher d'emploi.



DROIT À LA PROTECTION CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE

VERSEMENT D'ALLOCATIONS
POUR LA NOURRITURE ET
LE CHAUFFAGE AUX PERSONNES
QUI ONT DES REVENUS LIMITÉS



Garantie d'une protection minimale
contre la pauvreté.



Mais serais-ce suffisant pour assurer
une bonne protection contre la
pauvreté?



DROIT À LA PROTECTION CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE

VERSEMENT DE CERTAINES
PRESTATIONS EN ESPÈCES
(LES ALLOCATIONS FAMILIALES,
PAR EXEMPLE), INDÉPENDAMMENT
DES RESSOURCES

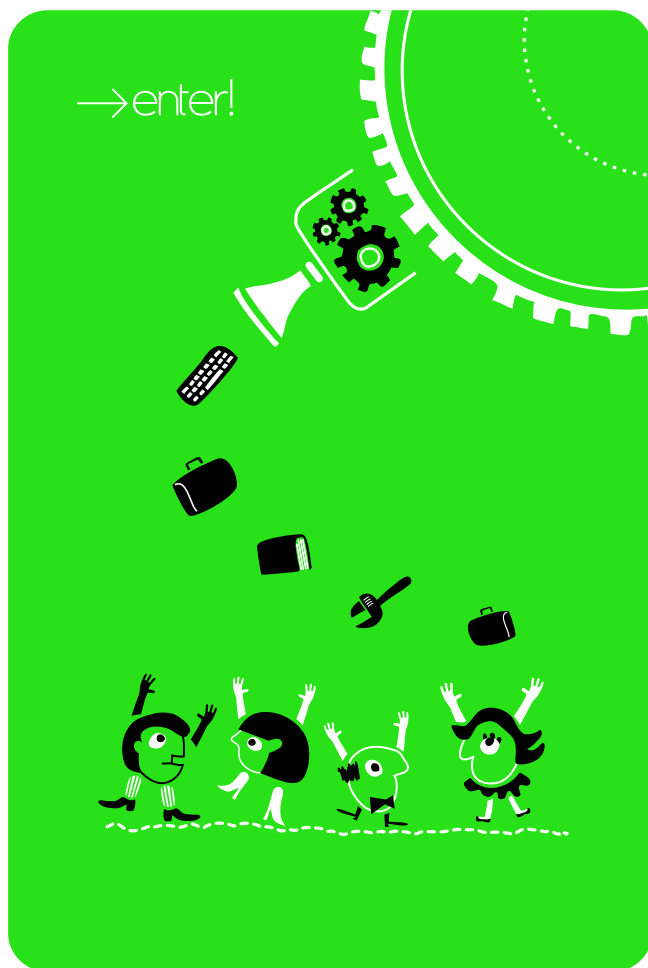


Cette mesure garantirait que
personne ne passe entre les mailles
du filet, ni ne soit exclu.



Elle ne permettrait pas une utilisation
efficace des ressources ; ce
type d'allocations devrait
être réservé à ceux qui
ont de faibles moyens.





DROIT AU TRAVAIL

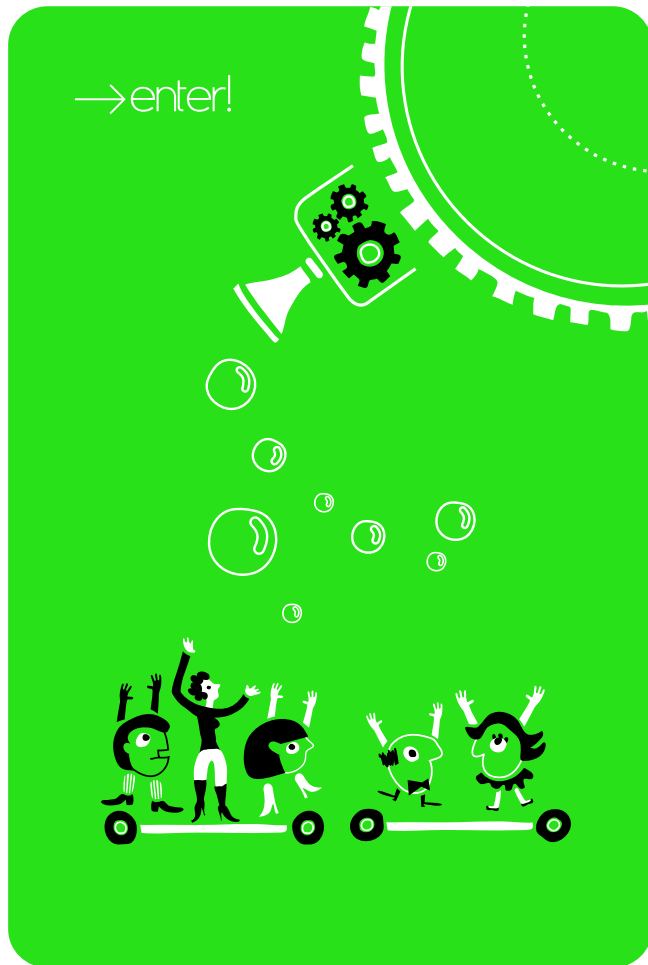
MISE EN PLACE DE MESURES
D'ACCOMPAGNEMENT
PROFESSIONNEL, DE FORMATION
ET DE PROGRAMMES DE
RÉINSERTION PROFESSIONNELLE
APPROPRIÉS



Cette mesure favoriserait l'emploi.



Il est impossible de répondre à une telle diversité de besoins et de situations.



DROIT AU TRAVAIL

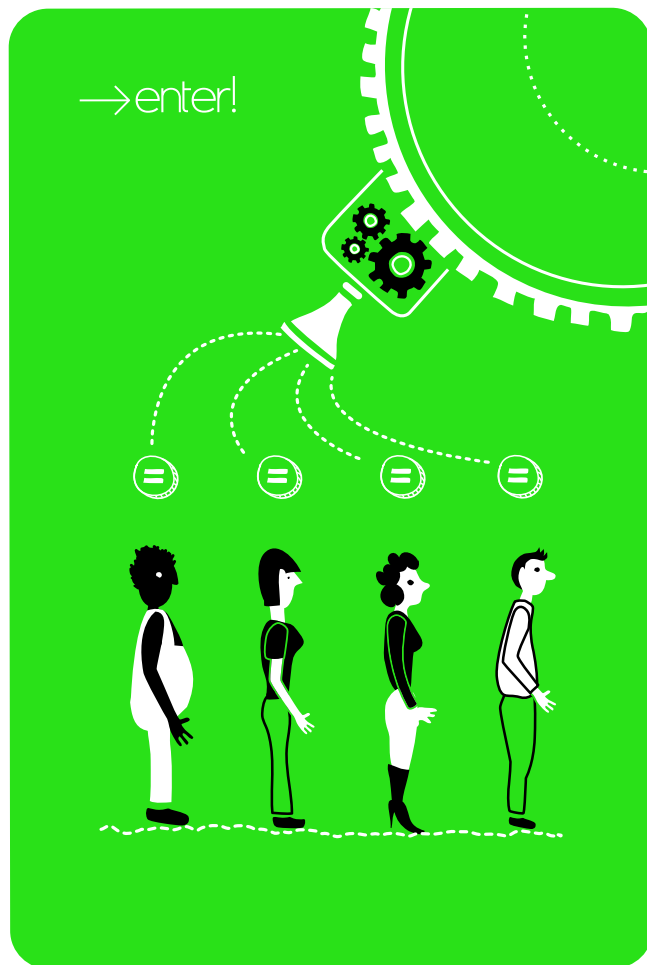
MESURES SPÉCIFIQUES
(réductions d'impôts ou instauration de quotas, par exemple) POUR L'EMPLOI DE CERTAINES CATÉGORIES DE PERSONNES (personnes handicapées, chômeurs de longue durée, etc.)



Sinon, risque d'exclusion du marché du travail.



Stigmatisation de ces groupes et renforcement de leur dépendance.



DROIT AU TRAVAIL

A TRAVAIL ÉQUIVALENT, SALAIRE
ÉQUIVALENT, INDÉPENDAMMENT
DE L'ÂGE ET DU SEXE DES
PERSONNES CONCERNÉES



Il s'agit là de la mise en œuvre
concrète du principe d'égalité.



L'expérience compte. Les emplois
faiblement rémunérés peuvent
aider les jeunes à accéder à leur
premier emploi.

→enter!



DROIT AU LOGEMENT

AIDE AU LOGEMENT
POUR LES JEUNES



Cette mesure favoriserait leur
émancipation et leur autonomisation.



Les propriétaires pourraient saisir
ce prétexte pour augmenter les
loyers.

→enter!



DROIT AU LOGEMENT

DES LOGEMENTS SOCIAUX
POUR TOUS CEUX
QUI ONT DE FAIBLES REVENUS



Tout le monde a besoin de vivre
dans des conditions humaines
décentes.



Ah ah, bonne idée! Mais comment
allez-vous financer cela?

→enter!



DROIT AU LOGEMENT

DES REFUGES APPROPRIÉS
POUR LES SANS-ABRI
(en coopération avec des ONG)



Ces personnes n'auront plus à vivre dans la rue, dans des conditions qui portent atteinte à la dignité humaine.



Il est difficile de répondre aux besoins individuels de chacun, et certaines personnes pourraient profiter du système.

→enter!



DROIT À LA LIBERTÉ D'ASSOCIATION

ELIMINATION DES OBSTACLES
À LA CRÉATION D'ORGANISATIONS
DE LA SOCIÉTÉ CIVILE
(nombre de membres, frais, limite
d'âge, procédures complexes, etc.)



Une société civile plus active et un
renforcement de la démocratie.



Le manque d'obligation de rendre
des comptes et l'affaiblissement des
normes relatives à la société civile.

→enter!



DROIT À LA LIBERTÉ D'ASSOCIATION

SUIVI DES ORGANISATIONS
DE LA SOCIÉTÉ CIVILE POUR
GARANTIR LA SÉCURITÉ NATIONALE



Prévention de l'extrémisme et du
terrorisme.



Qui décidera, et sur quelle base, de
ce qui constitue une menace pour la
sécurité nationale?

→enter!



DROIT À LA LIBERTÉ D'ASSOCIATION

SOUTIEN FINANCIER AUX ONG DE
JEUNESSE DONT LE TRAVAIL
AMÉLIORE LA SITUATION DES
DROITS SOCIAUX

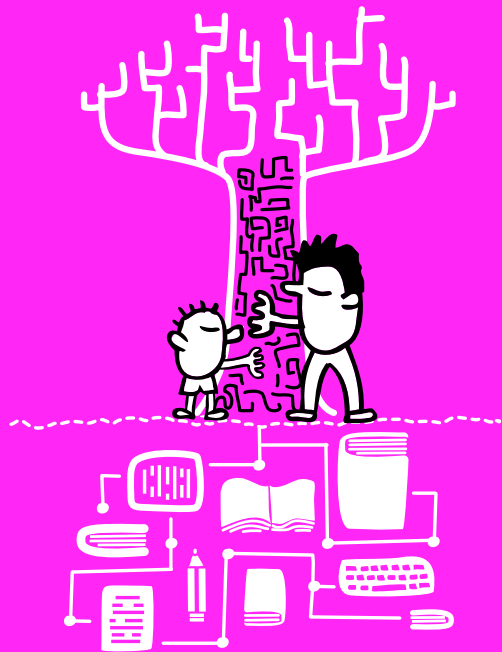


Les droits sociaux sont encore
largement méconnus, et trop
souvent bafoués.



C'est de la discrimination! Pourquoi
ne pas soutenir les organisations de
protection des droits des animaux?

→enter!



DROIT À L'ÉDUCATION

UN ACCÈS UNIVERSEL ET GRATUIT
À L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE
ET SECONDAIRE



Eradication de l'illettrisme ; une
société plus éduquée.



L'enseignement primaire, très bien!
Mais tout le monde n'a pas besoin
d'enseignement secondaire!

→enter!



DROIT À L'ÉDUCATION

L'EXCELLENCE DANS L'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR, EN PARTENARIAT
AVEC LE SECTEUR PRIVÉ



Spécialisation et adaptation aux
besoins du marché.



Idée élitiste. On se fiche de l'excellence ! Ce qu'il faut, c'est instaurer la gratuité de l'enseignement supérieur pour tous.

→enter!



DROIT À L'ÉDUCATION

UN ENSEIGNEMENT DISPENSÉ
DANS LA LANGUE MATERNELLE
DES APPRENANTS

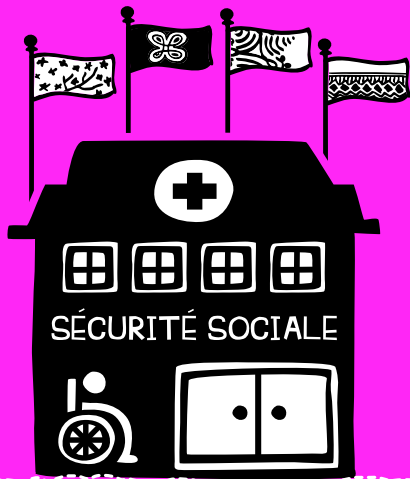


Amélioration de l'accès à l'information pour tous.



Trop de langues, et pas suffisamment de ressources.

→enter!



DROIT À LA SÉCURITÉ ET À L'AIDE SOCIALES

ÉGALITÉ DE TRAITEMENT ENTRE
LES RESSORTISSANTS NATIONAUX
ET LES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS
EN CE QUI CONCERNE LES DROITS
À LA SÉCURITÉ SOCIALE



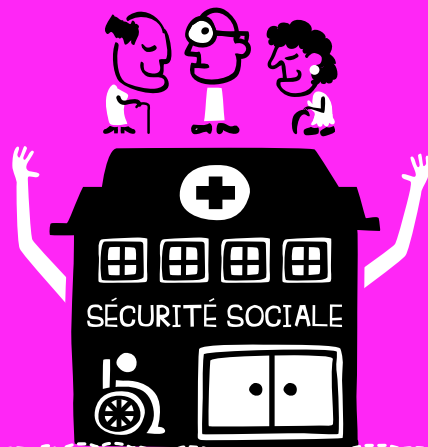
Les étrangers paient des impôts et
contribuent à la sécurité sociale
comme tout le monde.



Certains d'entre eux risquent de
retourner dans leur pays d'origine,
et les dépenses pourraient
alors devenir
exponentielles.



→enter!



DROIT À LA SÉCURITÉ ET À L'AIDE SOCIALES

VERSEMENT SYSTÉMATIQUE
D'UNE RETRAITE À TOUS CEUX
QUI ONT ATTEINT UN CERTAIN ÂGE,
QUELS QUE SOIENT LEUR PASSÉ
PROFESSIONNEL OU LEURS
RESSOURCES



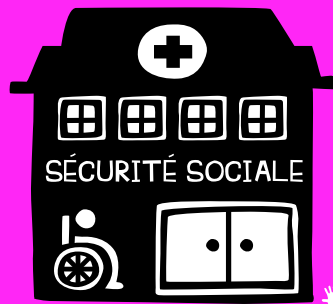
Cette mesure garantirait la dignité
de toutes les personnes âgées et la
protection contre la pauvreté.



Elle serait trop onéreuse ; cette aide
devrait être réservée aux
personnes dont les
revenus sont insuffisants.



→enter!



DROIT À LA SÉCURITÉ ET À L'AIDE SOCIALES

ABAISSEMENT DU MONTANT DES
COTISATIONS SOCIALES POUR LES
JEUNES ENTREPRENEURS

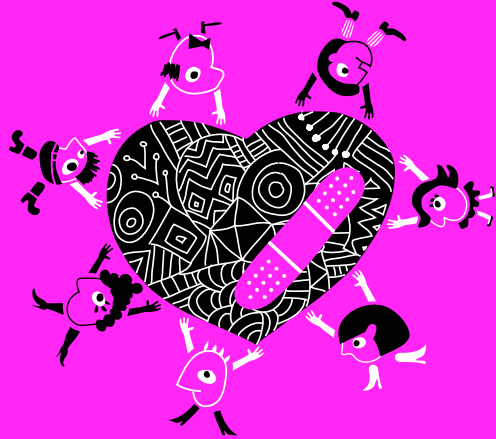


Cette mesure favoriserait l'emploi et
renforcerait le rôle social des jeunes.



Les cotisations des jeunes sont
nécessaires pour financer les
pensions des retraités.

→enter!



DROIT À LA SANTÉ

UNE COUVERTURE SANTÉ
UNIVERSELLE

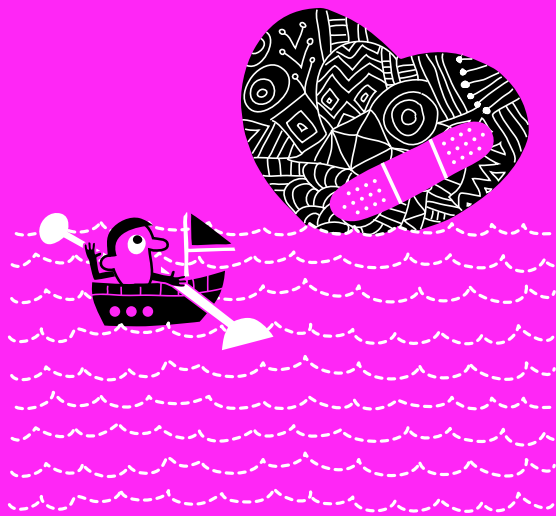


Sans la santé on ne peut pas faire grand chose!



Le système de santé publique a des limites. La santé, c'est aussi la responsabilité de chacun.

→enter!



DROIT À LA SANTÉ

UNE COUVERTURE SANTÉ
COMPLÈTE SEULEMENT
POUR CEUX QUI N'ONT PAS LES
MOYENS DE PAYER



Une meilleure utilisation des ressources publiques car ceux qui en ont les moyens devraient payer.



Certaines personnes qui ne sont pas éligibles à la gratuité des soins de santé n'auraient pas les moyens de financer des traitements onéreux ou de longue durée.



→enter!



DROIT À LA SANTÉ

UNE COUVERTURE SANTÉ
COMPLÈTE POUR TOUS
LES TRAVAILLEURS



Ceci peut inciter les gens à travailler.



Comment cela se passera-t-il pour
ceux qui ne travaillent pas?



DROIT À LA PROTECTION CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE

SYSTÈME GÉNÉRAL
D'ALLOCATIONS POUR
TOUS / REVENU MINIMUM
GARANTI POUR TOUS



Garantie d'un revenu minimum
pour tous.



Mesure coûteuse ; risques d'abus.
Cela peut encourager certaines
personnes à ne pas
rechercher d'emploi.

→enter!



DROIT À LA PROTECTION CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE

VERSEMENT D'ALLOCATIONS
POUR LA NOURRITURE ET
LE CHAUFFAGE AUX PERSONNES
QUI ONT DES REVENUS LIMITÉS



Garantie d'une protection minimale
contre la pauvreté.



Mais serais-ce suffisant pour assurer
une bonne protection contre la
pauvreté?



DROIT À LA PROTECTION CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE

VERSEMENT DE CERTAINES
PRESTATIONS EN ESPÈCES
(LES ALLOCATIONS FAMILIALES,
PAR EXEMPLE), INDÉPENDAMMENT
DES RESSOURCES



Cette mesure garantirait que
personne ne passe entre les mailles
du filet, ni ne soit exclu.



Elle ne permettrait pas une utilisation
efficace des ressources ; ce
type d'allocations devrait
être réservé à ceux qui
ont de faibles moyens.





DROIT AU TRAVAIL

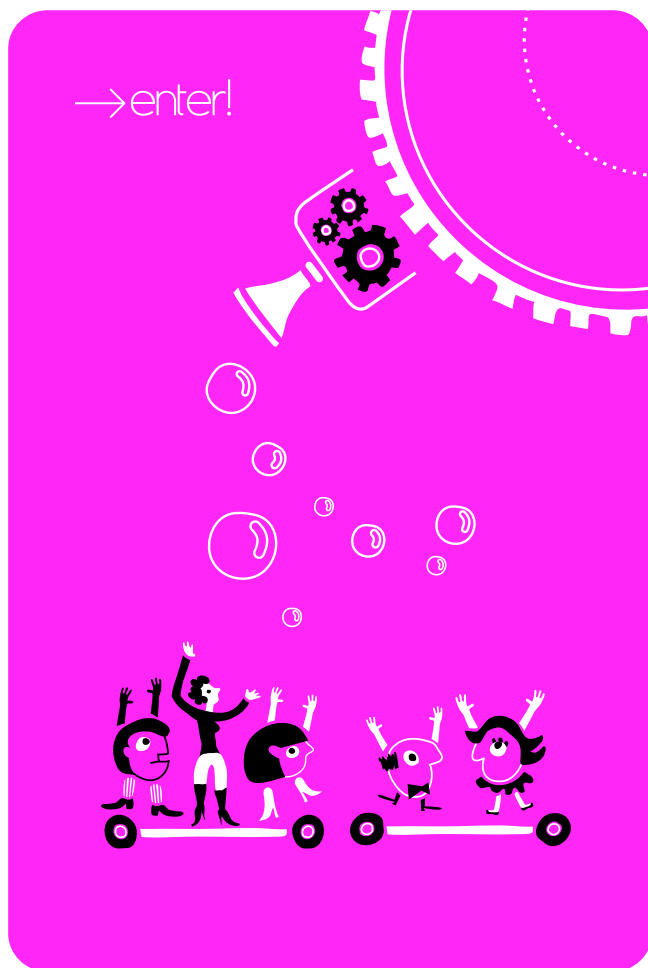
MISE EN PLACE DE MESURES
D'ACCOMPAGNEMENT
PROFESSIONNEL, DE FORMATION
ET DE PROGRAMMES DE
RÉINSERTION PROFESSIONNELLE
APPROPRIÉS



Cette mesure favoriserait l'emploi.



Il est impossible de répondre à une telle diversité de besoins et de situations.



DROIT AU TRAVAIL

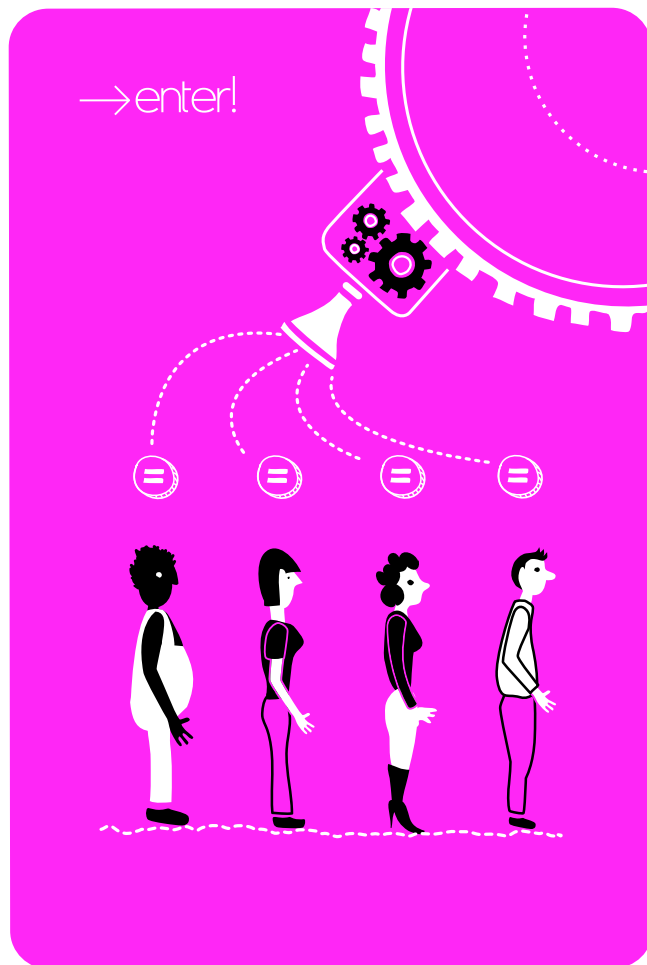
MESURES SPÉCIFIQUES
(réductions d'impôts ou instauration de quotas, par exemple) POUR
L'EMPLOI DE CERTAINES CATÉGORIES DE PERSONNES (personnes
handicapées, chômeurs de
longue durée, etc.)



Sinon, risque d'exclusion du marché du travail.



Stigmatisation de ces groupes et renforcement de leur dépendance.



DROIT AU TRAVAIL

A TRAVAIL ÉQUIVALENT, SALAIRE ÉQUIVALENT, INDÉPENDAMMENT DE L'ÂGE ET DU SEXE DES PERSONNES CONCERNÉES



Il s'agit là de la mise en œuvre concrète du principe d'égalité.



L'expérience compte. Les emplois faiblement rémunérés peuvent aider les jeunes à accéder à leur premier emploi.

→enter!



DROIT AU LOGEMENT

AIDE AU LOGEMENT
POUR LES JEUNES



Cette mesure favoriserait leur
émancipation et leur autonomisation.



Les propriétaires pourraient saisir
ce prétexte pour augmenter les
loyers.



DROIT AU LOGEMENT

DES LOGEMENTS SOCIAUX
POUR TOUS CEUX
QUI ONT DE FAIBLES REVENUS



Tout le monde a besoin de vivre
dans des conditions humaines
décentes.



Ah ah, bonne idée! Mais comment
allez-vous financer cela?

→enter!



DROIT AU LOGEMENT

DES REFUGES APPROPRIÉS
POUR LES SANS-ABRI
(en coopération avec des ONG)



Ces personnes n'auront plus à vivre dans la rue, dans des conditions qui portent atteinte à la dignité humaine.



Il est difficile de répondre aux besoins individuels de chacun, et certaines personnes pourraient profiter du système.

→enter!



DROIT À LA LIBERTÉ D'ASSOCIATION

ELIMINATION DES OBSTACLES
À LA CRÉATION D'ORGANISATIONS
DE LA SOCIÉTÉ CIVILE
(nombre de membres, frais, limite
d'âge, procédures complexes, etc.)



Une société civile plus active et un
renforcement de la démocratie.



Le manque d'obligation de rendre
des comptes et l'affaiblissement des
normes relatives à la société civile.

→enter!



DROIT À LA LIBERTÉ D'ASSOCIATION

SUIVI DES ORGANISATIONS
DE LA SOCIÉTÉ CIVILE POUR
GARANTIR LA SÉCURITÉ NATIONALE



Prévention de l'extrémisme et du terrorisme.



Qui décidera, et sur quelle base, de ce qui constitue une menace pour la sécurité nationale?



→enter!



DROIT À LA LIBERTÉ D'ASSOCIATION

SOUTIEN FINANCIER AUX ONG DE
JEUNESSE DONT LE TRAVAIL
AMÉLIORE LA SITUATION DES
DROITS SOCIAUX

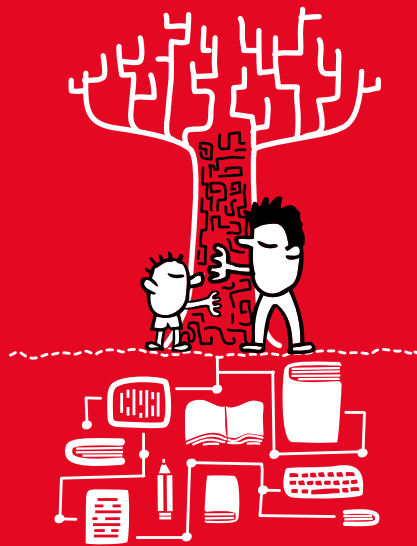


Les droits sociaux sont encore
largement méconnus, et trop
souvent bafoués.



C'est de la discrimination! Pourquoi
ne pas soutenir les organisations de
protection des droits des animaux?

→enter!



DROIT À L'ÉDUCATION

UN ACCÈS UNIVERSEL ET GRATUIT
À L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE
ET SECONDAIRE

+

Eradication de l'illettrisme ; une
société plus éduquée.

-

L'enseignement primaire, très bien!
Mais tout le monde n'a pas besoin
d'enseignement secondaire!

→enter!



DROIT À L'ÉDUCATION

L'EXCELLENCE DANS L'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR, EN PARTENARIAT
AVEC LE SECTEUR PRIVÉ



Spécialisation et adaptation aux
besoins du marché.



Idée élitiste. On se fiche de l'excellence ! Ce qu'il faut, c'est instaurer la gratuité de l'enseignement supérieur pour tous.

→enter!



DROIT À L'ÉDUCATION

UN ENSEIGNEMENT DISPENSÉ
DANS LA LANGUE MATERNELLE
DES APPRENANTS



Amélioration de l'accès à l'information pour tous.



Trop de langues, et pas suffisamment de ressources.

→enter!



DROIT À LA SÉCURITÉ ET À L'AIDE SOCIALES

ÉGALITÉ DE TRAITEMENT ENTRE
LES RESSORTISSANTS NATIONAUX
ET LES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS
EN CE QUI CONCERNE LES DROITS
À LA SÉCURITÉ SOCIALE



Les étrangers paient des impôts et
contribuent à la sécurité sociale
comme tout le monde.



Certains d'entre eux risquent de
retourner dans leur pays d'origine,
et les dépenses pourraient
alors devenir
exponentielles.



→enter!



DROIT À LA SÉCURITÉ ET À L'AIDE SOCIALES

VERSEMENT SYSTÉMATIQUE
D'UNE RETRAITE À TOUS CEUX
QUI ONT ATTEINT UN CERTAIN ÂGE,
QUELS QUE SOIENT LEUR PASSÉ
PROFESSIONNEL OU LEURS
RESSOURCES



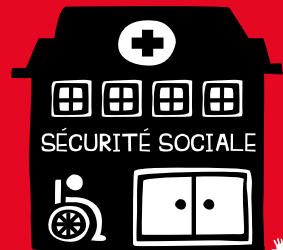
Cette mesure garantirait la dignité
de toutes les personnes âgées et la
protection contre la pauvreté.



Elle serait trop onéreuse ; cette aide
devrait être réservée aux
personnes dont les
revenus sont insuffisants.



→enter!



DROIT À LA SÉCURITÉ ET À L'AIDE SOCIALES

ABAISSEMENT DU MONTANT DES
COTISATIONS SOCIALES POUR LES
JEUNES ENTREPRENEURS



Cette mesure favoriserait l'emploi et
renforcerait le rôle social des jeunes.



Les cotisations des jeunes sont
nécessaires pour financer les
pensions des retraités.



→enter!



DROIT À LA SANTÉ

UNE COUVERTURE SANTÉ
UNIVERSELLE



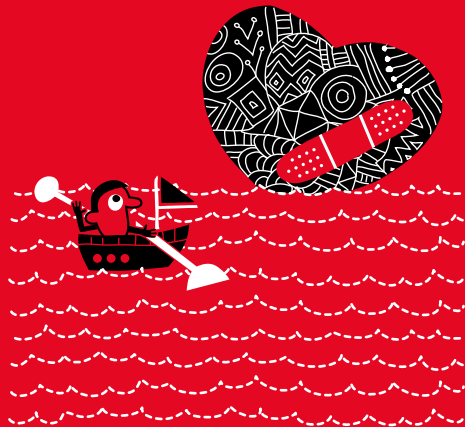
Sans la santé on ne peut pas faire grand chose!



Le système de santé publique a des limites. La santé, c'est aussi la responsabilité de chacun.



→enter!



DROIT À LA SANTÉ

UNE COUVERTURE SANTÉ
COMPLÈTE SEULEMENT
POUR CEUX QUI N'ONT PAS LES
MOYENS DE PAYER



Une meilleure utilisation des ressources publiques car ceux qui en ont les moyens devraient payer.



Certaines personnes qui ne sont pas éligibles à la gratuité des soins de santé n'auraient pas les moyens de financer des traitements onéreux ou de longue durée.



→enter!



DROIT À LA SANTÉ

UNE COUVERTURE SANTÉ
COMPLÈTE POUR TOUS
LES TRAVAILLEURS



Ceci peut inciter les gens à travailler.



Comment cela se passera-t-il pour
ceux qui ne travaillent pas?



DROIT À LA PROTECTION CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE

SYSTÈME GÉNÉRAL
D'ALLOCATIONS POUR
TOUS / REVENU MINIMUM
GARANTI POUR TOUS



Garantie d'un revenu minimum
pour tous.



Mesure coûteuse ; risques d'abus.
Cela peut encourager certaines
personnes à ne pas
rechercher d'emploi.





DROIT À LA PROTECTION CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE

VERSEMENT D'ALLOCATIONS
POUR LA NOURRITURE ET
LE CHAUFFAGE AUX PERSONNES
QUI ONT DES REVENUS LIMITÉS



Garantie d'une protection minimale
contre la pauvreté.



Mais serais-ce suffisant pour assurer
une bonne protection contre la
pauvreté?





DROIT À LA PROTECTION CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE

VERSEMENT DE CERTAINES
PRESTATIONS EN ESPÈCES
(LES ALLOCATIONS FAMILIALES,
PAR EXEMPLE), INDÉPENDAMMENT
DES RESSOURCES



Cette mesure garantirait que
personne ne passe entre les mailles
du filet, ni ne soit exclu.



Elle ne permettrait pas une utilis-
ation efficace des ressources ; ce
type d'allocations devrait
être réservé à ceux qui
ont de faibles moyens.





DROIT AU TRAVAIL

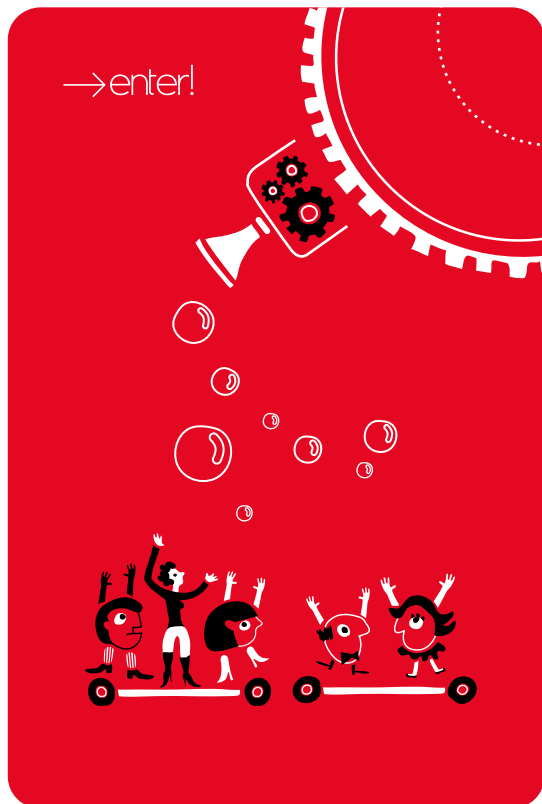
MISE EN PLACE DE MESURES
D'ACCOMPAGNEMENT
PROFESSIONNEL, DE FORMATION
ET DE PROGRAMMES DE
RÉINSERTION PROFESSIONNELLE
APPROPRIÉS



Cette mesure favoriserait l'emploi.



Il est impossible de répondre à une telle diversité de besoins et de situations.



DROIT AU TRAVAIL

MESURES SPÉCIFIQUES
(réductions d'impôts ou instauration de quotas, par exemple) POUR
L'EMPLOI DE CERTAINES CATÉGORIES DE PERSONNES (personnes
handicapées, chômeurs de longue durée, etc.)



Sinon, risque d'exclusion du marché du travail.



Stigmatisation de ces groupes et renforcement de leur dépendance.



DROIT AU TRAVAIL

A TRAVAIL ÉQUIVALENT, SALAIRE
ÉQUIVALENT, INDÉPENDamment
DE L'ÂGE ET DU SEXE DES
PERSONNES CONCERNÉES



Il s'agit là de la mise en œuvre
concrète du principe d'égalité.



L'expérience compte. Les emplois
faiblement rémunérés peuvent
aider les jeunes à accéder à leur
premier emploi.

→enter!



DROIT AU LOGEMENT

AIDE AU LOGEMENT
POUR LES JEUNES



Cette mesure favoriserait leur
émancipation et leur autonomisation.



Les propriétaires pourraient saisir
ce prétexte pour augmenter les
loyers.



DROIT AU LOGEMENT

DES LOGEMENTS SOCIAUX
POUR TOUS CEUX
QUI ONT DE FAIBLES REVENUS

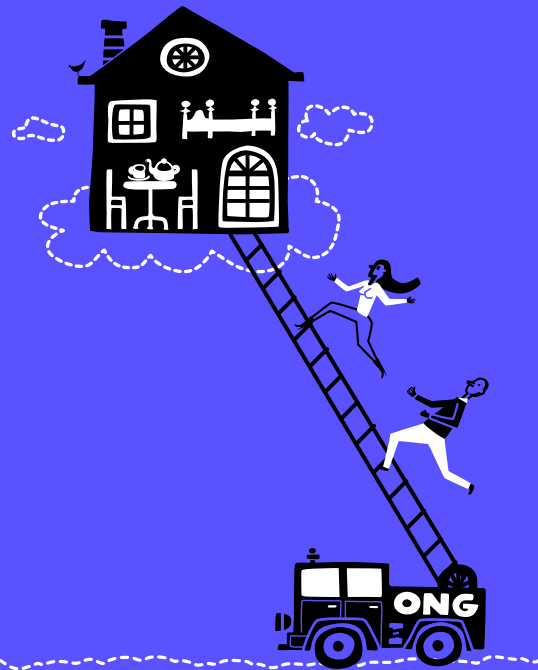


Tout le monde a besoin de vivre
dans des conditions humaines
décentes.



Ah ah, bonne idée! Mais comment
allez-vous financer cela?

→enter!



DROIT AU LOGEMENT

DES REFUGES APPROPRIÉS
POUR LES SANS-ABRI
(en coopération avec des ONG)



Ces personnes n'auront plus à vivre dans la rue, dans des conditions qui portent atteinte à la dignité humaine.



Il est difficile de répondre aux besoins individuels de chacun, et certaines personnes pourraient profiter du système.

→enter!



DROIT À LA LIBERTÉ D'ASSOCIATION

ELIMINATION DES OBSTACLES
À LA CRÉATION D'ORGANISATIONS
DE LA SOCIÉTÉ CIVILE
(nombre de membres, frais, limite
d'âge, procédures complexes, etc.)



Une société civile plus active et un
renforcement de la démocratie.



Le manque d'obligation de rendre
des comptes et l'affaiblissement des
normes relatives à la société civile.

→enter!



DROIT À LA LIBERTÉ D'ASSOCIATION

SUIVI DES ORGANISATIONS
DE LA SOCIÉTÉ CIVILE POUR
GARANTIR LA SÉCURITÉ NATIONALE



Prévention de l'extrémisme et du
terrorisme.



Qui décidera, et sur quelle base, de
ce qui constitue une menace pour la
sécurité nationale?

→enter!



DROIT À LA LIBERTÉ D'ASSOCIATION

SOUTIEN FINANCIER AUX ONG DE
JEUNESSE DONT LE TRAVAIL
AMÉLIORE LA SITUATION DES
DROITS SOCIAUX

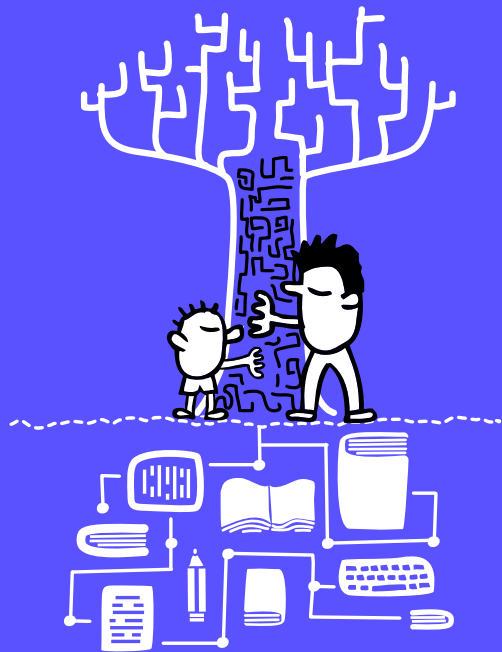
+

Les droits sociaux sont encore
largement méconnus, et trop
souvent bafoués.

-

C'est de la discrimination! Pourquoi
ne pas soutenir les organisations de
protection des droits des animaux?

→enter!



DROIT À L'ÉDUCATION

UN ACCÈS UNIVERSEL ET GRATUIT
À L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE
ET SECONDAIRE



Eradication de l'illettrisme ; une
société plus éduquée.



L'enseignement primaire, très bien!
Mais tout le monde n'a pas besoin
d'enseignement secondaire!

→enter!



DROIT À L'ÉDUCATION

L'EXCELLENCE DANS L'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR, EN PARTENARIAT
AVEC LE SECTEUR PRIVÉ



Spécialisation et adaptation aux
besoins du marché.



Idée élitiste. On se fiche de l'excellence ! Ce qu'il faut, c'est instaurer la gratuité de l'enseignement supérieur pour tous.

→enter!



DROIT À L'ÉDUCATION

UN ENSEIGNEMENT DISPENSÉ
DANS LA LANGUE MATERNELLE
DES APPRENANTS

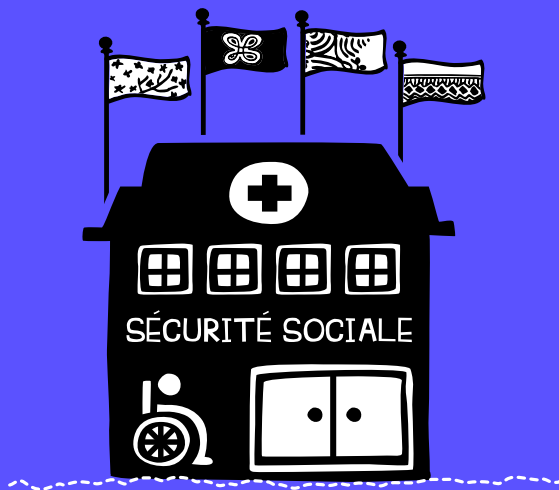


Amélioration de l'accès à l'information pour tous.



Trop de langues, et pas suffisamment de ressources.

→enter!



DROIT À LA SÉCURITÉ ET À L'AIDE SOCIALES

ÉGALITÉ DE TRAITEMENT ENTRE
LES RESSORTISSANTS NATIONAUX
ET LES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS
EN CE QUI CONCERNE LES DROITS
À LA SÉCURITÉ SOCIALE



Les étrangers paient des impôts et
contribuent à la sécurité sociale
comme tout le monde.



Certains d'entre eux risquent de
retourner dans leur pays d'origine,
et les dépenses pourraient
alors devenir
exponentielles.



→enter!



DROIT À LA SÉCURITÉ ET À L'AIDE SOCIALES

VERSEMENT SYSTÉMATIQUE
D'UNE RETRAITE À TOUS CEUX
QUI ONT ATTEINT UN CERTAIN ÂGE,
QUELS QUE SOIENT LEUR PASSÉ
PROFESSIONNEL OU LEURS
RESSOURCES



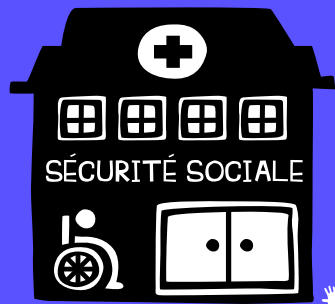
Cette mesure garantirait la dignité
de toutes les personnes âgées et la
protection contre la pauvreté.



Elle serait trop onéreuse ; cette aide
devrait être réservée aux
personnes dont les
revenus sont insuffisants.



→enter!



DROIT À LA SÉCURITÉ ET À L'AIDE SOCIALES

ABAISSEMENT DU MONTANT DES
COTISATIONS SOCIALES POUR LES
JEUNES ENTREPRENEURS

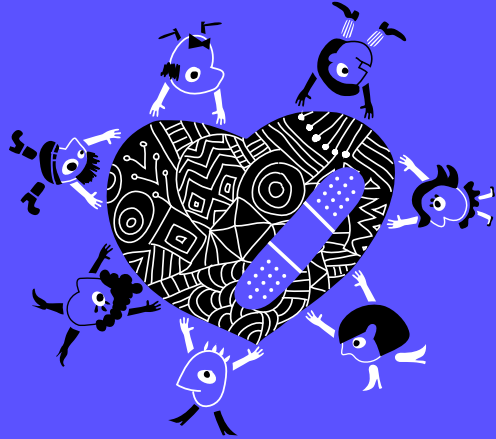


Cette mesure favoriserait l'emploi et
renforcerait le rôle social des jeunes.



Les cotisations des jeunes sont
nécessaires pour financer les
pensions des retraités.

→enter!



DROIT À LA SANTÉ

UNE COUVERTURE SANTÉ
UNIVERSELLE

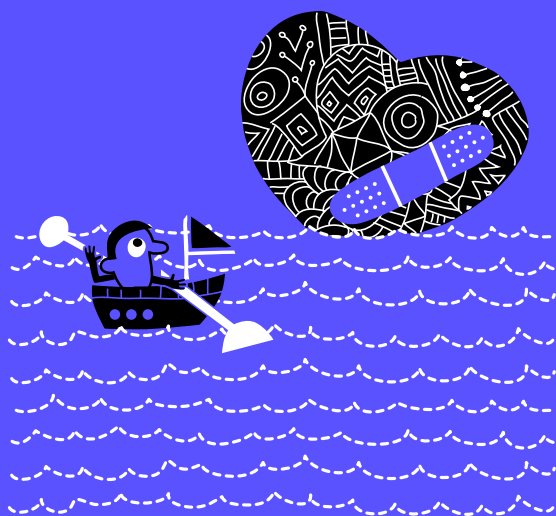


Sans la santé on ne peut pas faire grand chose!



Le système de santé publique a des limites. La santé, c'est aussi la responsabilité de chacun.

→enter!



DROIT À LA SANTÉ

UNE COUVERTURE SANTÉ
COMPLÈTE SEULEMENT
POUR CEUX QUI N'ONT PAS LES
MOYENS DE PAYER



Une meilleure utilisation des ressources publiques car ceux qui en ont les moyens devraient payer.



Certaines personnes qui ne sont pas éligibles à la gratuité des soins de santé n'auraient pas les moyens de financer des traitements onéreux ou de longue durée.



→enter!



DROIT À LA SANTÉ

UNE COUVERTURE SANTÉ
COMPLÈTE POUR TOUS
LES TRAVAILLEURS



Ceci peut inciter les gens à travailler.



Comment cela se passera-t-il pour
ceux qui ne travaillent pas?



DROIT À LA PROTECTION CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE

SYSTÈME GÉNÉRAL
D'ALLOCATIONS POUR
TOUS / REVENU MINIMUM
GARANTI POUR TOUS



Garantie d'un revenu minimum
pour tous.



Mesure coûteuse ; risques d'abus.
Cela peut encourager certaines
personnes à ne pas
rechercher d'emploi.



DROIT À LA PROTECTION CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE

VERSEMENT D'ALLOCATIONS
POUR LA NOURRITURE ET
LE CHAUFFAGE AUX PERSONNES
QUI ONT DES REVENUS LIMITÉS



Garantie d'une protection minimale
contre la pauvreté.



Mais serais-ce suffisant pour assurer
une bonne protection contre la
pauvreté?



DROIT À LA PROTECTION CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE

VERSEMENT DE CERTAINES
PRESTATIONS EN ESPÈCES
(LES ALLOCATIONS FAMILIALES,
PAR EXEMPLE), INDÉPENDAMMENT
DES RESSOURCES

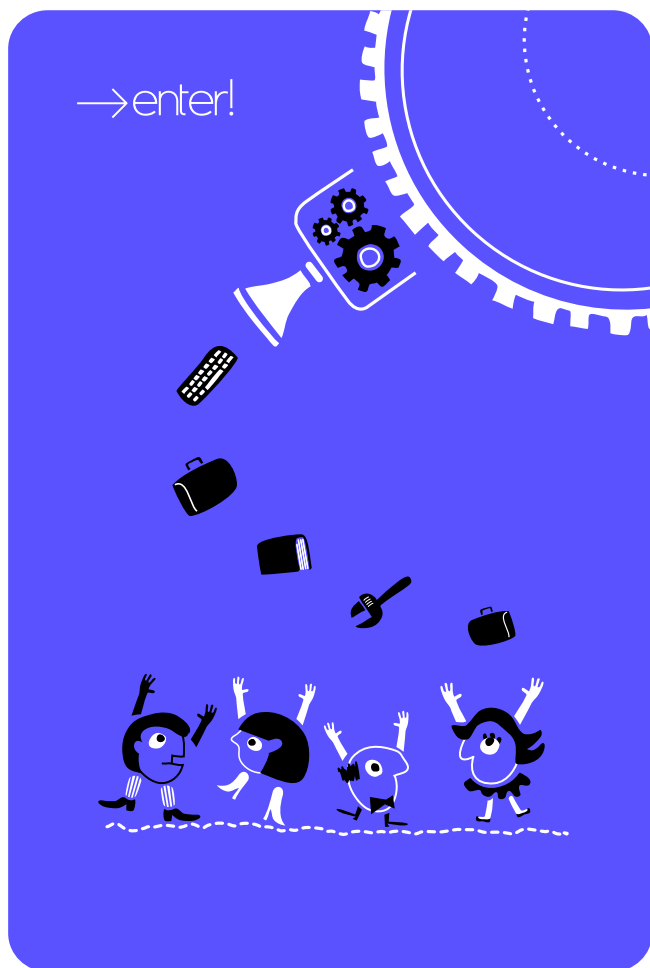


Cette mesure garantirait que
personne ne passe entre les mailles
du filet, ni ne soit exclu.



Elle ne permettrait pas une utilisation
efficiente des ressources ; ce
type d'allocations devrait
être réservé à ceux qui
ont de faibles moyens.





DROIT AU TRAVAIL

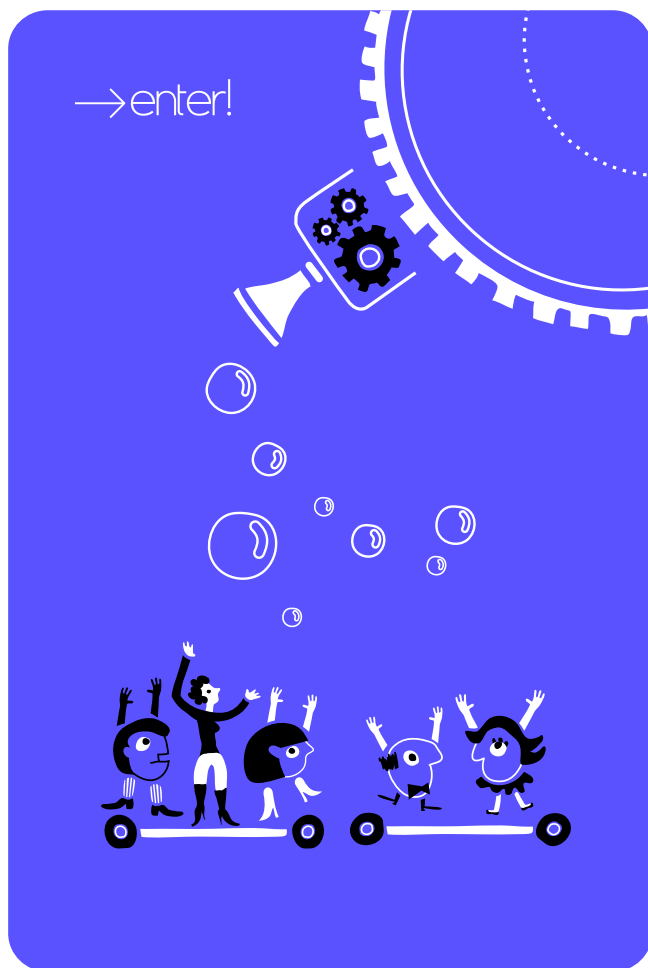
MISE EN PLACE DE MESURES
D'ACCOMPAGNEMENT
PROFESSIONNEL, DE FORMATION
ET DE PROGRAMMES DE
RÉINSERTION PROFESSIONNELLE
APPROPRIÉS



Cette mesure favoriserait l'emploi.



Il est impossible de répondre à une telle diversité de besoins et de situations.



DROIT AU TRAVAIL

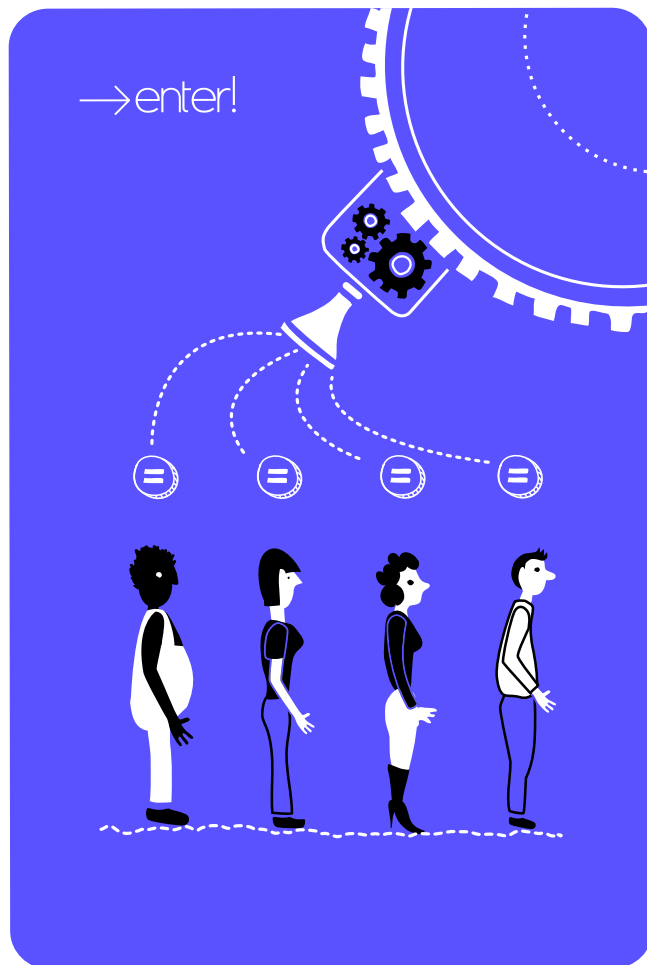
MESURES SPÉCIFIQUES
(réductions d'impôts ou instauration de quotas, par exemple) POUR
L'EMPLOI DE CERTAINES CATÉGORIES DE PERSONNES (personnes
handicapées, chômeurs de
longue durée, etc.)



Sinon, risque d'exclusion du marché du travail.



Stigmatisation de ces groupes et renforcement de leur dépendance.



DROIT AU TRAVAIL

A TRAVAIL ÉQUIVALENT, SALAIRE
ÉQUIVALENT, INDÉPENDAMMENT
DE L'ÂGE ET DU SEXE DES
PERSONNES CONCERNÉES



Il s'agit là de la mise en œuvre
concrète du principe d'égalité.



L'expérience compte. Les emplois
faiblement rémunérés peuvent
aider les jeunes à accéder à leur
premier emploi.